

CARTE BLANCHE

Un document de défaillance collective

Règlement Dublin... N'est-ce pas un cas particulièrement cynique d'oubli historique que le document qui rédige sous forme d'articles la malformation congénitale d'une politique d'asile européenne commune porte justement le nom de la capitale irlandaise, capitale de ce pays européen dont l'histoire a connu l'envoi de millions de réfugiés dans le monde entier; réfugiés économiques? Ils seraient considérés comme tels aujourd'hui et renvoyés dans leur pays car la faim n'est pas un motif d'asile. Mais, quelque part, cela convient bien à ce document de défaillance collective.

La règle, fixée dans le règlement, que l'Etat Dublin où le requérant d'asile est arrivé en premier est à chaque fois responsable de l'exécution de la procédure d'asile et qu'on peut y renvoyer le requérant qui poursuit sa route dans un autre pays relève d'un dysfonctionnement manifeste et d'un manque d'équité tels que l'on ne peut que s'étonner de comment elle a pu se maintenir – sans modification quant au fond – depuis le traité initial de Dublin de 1990 jusqu'au règlement de Dublin III de l'année passée. La charge qui en est répercutée sur les pays frontières du sud, pays qui sont de toute façon écrasés par la crise financière et économique, est double car non seulement cela met à rude épreuve les systèmes sociaux déjà vacillants de ces pays ou carrément épuisés comme en Grèce, mais encore cela exerce une pression sur ces pays de défendre leurs frontières extérieures avec force et rigueur.

Le règlement de Dublin est ainsi un échec sur deux plans différents. D'une part, il témoigne d'un défaut de solidarité et d'équité à l'intérieur de l'Europe. Les pays riches du nord et du centre de l'Europe renvoient leur responsabilité aux pays frontières du sud et de l'est. Ce procédé est symptomatique et inquiétant. Comment développer un sentiment de solidarité et d'équité face aux requérants d'asile de pays lointains si nous ne sommes même pas en mesure d'avoir un tel sentiment face à nos voisins européens ?

D'autre part, et c'est beaucoup plus grave, le règlement de Dublin a des conséquences dramatiques pour les requérants d'asile. Aux frontières extérieures verrouillées, on en arrive à des actions de rejet contraires au droit international public et à des violations du principe du non refoulement. Les personnes en quête de protection en sont réduites à traverser les frontières de manière illégale, à emprunter des itinéraires très dangereux et à se remettre entre les mains de passeurs. A l'intérieur de l'Europe, elles deviennent des



**Solidarité
sans
frontières**

**BULLETIN
SOLIDARITÉ SANS FRONTIÈRES**

N° 3, SEPTEMBRE 2014

WWW.SOSF.CH



Les photos du présent bulletin montrent les manifestations pour les droits des migrant-e-s et l'occupation de l'EVAM qui ont eu lieu en juin dernier à Lausanne et à Berne.

Ici : manifestation «Power to the people» à Berne, le 28 juin 2014

pions que l'on déplace; dans les bords, des survivants sans protection ni aide de l'Etat.

La lecture des différents taux de reconnaissance est peut-être ce qui montre le mieux combien le règlement de Dublin est inéquitable, arbitraire et, en un mot, absurde. En 2005, une distance de 65 km décidait de la chance d'une nouvelle vie pour des réfugiés tchéchènes – et ce n'est qu'un exemple. La personne qui déposait sa demande d'asile à Vienne avait 90 pour cent de chance d'être reconnue alors que, dans la ville slovaque de Bratislava voisine, 99 pour cent des Tchéchènes voyaient leur demande d'asile rejetée.

Suite page 2, à gauche en haut >>

Contre les frontières – Marche pour la liberté

pages 2-3

L'Europe de gauche en bas (30)

Suissitude et nationalisme

page 4

Révision de la loi sur la nationalité

Une question de solidarité

pages 5-8

A propos de l'initiative d'Ecopop – Dossier

» Suite de la page 1

Certes, il faut saluer le fait que les pays européens aient compris qu'une politique d'asile commune était incontournable. Toutefois, le règlement de Dublin est presque en tout point une mauvaise voie et il faut recommencer radicalement dans le sens d'une politique d'asile solidaire, juste, responsable et humaine. Un élément parmi peu qui pourrait être conservé, c'est le nom Dublin... qui pourrait nous rappeler qu'à l'époque, des millions d'Européens ont cherché dans le monde entier une protection contre la faim, la pauvreté, la guerre et la persécution.

Jonas Lüscher
(L'auteur est écrivain et vit à Munich)



«Power to the people», plus de 1000 personnes ont participé à la manifestation.

MARCHE DE PROTESTATION DE 500 KILOMÈTRES À TRAVERS L'EUROPE

Contre les frontières – pour la liberté

Le 17 mai 2014, les activistes de la marche de protestation transnationale pour la liberté ont traversé la frontière de Kehl (Allemagne) en direction de Strasbourg (France). Restaient 500 kilomètres et trois autres frontières à traverser : un compte rendu du point de vue (forcément limité) d'un sympathisant solidaire.

L'itinéraire emprunté par la centaine de participant-e-s « partageant leur colère contre la politique migratoire raciste de l'UE » passait par divers pays, régions, bords d'autoroutes ou de routes nationales, villages et villes, le plus souvent au sec, mais parfois sous la pluie. Pour atteindre le but à temps, il fallait marcher 15 à 20 kilomètres par jour. Hébergement tout aussi varié que l'itinéraire : salles de gymnastique avec douches chaudes, terrains de sport, prés verts au milieu de nulle part, parcs publics, et au pire des cas, c'est arrivé une fois, un parking. En chemin, des cuisines populaires solidaires des différentes parties de l'Europe et une équipe parfaitement préparée pour la logistique ont permis de grandioses repas à midi et le soir. L'agréable camp de protestation était à chaque fois installé, mais pas toujours avec autant de soutien solidaire que véritablement nécessaire.

Abolir les frontières depuis le bas !

Une certaine insécurité planait avant la traversée des frontières : alors que,

par solidarité, les sympathisant-e-s ont très souvent renoncé à se munir de documents d'identité, la plupart des requérant-e-s d'asile, réfugié-e-s et migrant-e-s sans papiers n'avaient pas le choix : leur protestation consistait précisément à se servir de la liberté de mouvement qui ne leur est pas reconnue en Europe. L'énorme inégalité entre moi, sympathisant solidaire, et les participant-e-s n'ayant pas de statut sûr s'est alors révélée – malgré l'emphase de la collectivité dont la marche de protestation a pu tirer beaucoup d'énergie en chemin. Les conditions de départ, diamétralement différentes, ont maintes fois refait surface pendant la durée de la marche – et c'est ainsi que les aspects du fait d'être confrontés aussi bien au franchissement qu'à la négociation aux frontières se font non seulement ressentir dans le mouvement physique, mais aussi lire de manière métaphorique.

Alors qu'ainsi bien des sympathisant-e-s prêtaient toute leur attention aux traversées des frontières ou à la semaine d'action à Bruxelles en tant qu'événements clés, il

s'agissait pour les activistes non privilégié-e-s à la base du mouvement (malgré une obligation de résidence, une décision de refoulement et Dublin III) à la fois d'un moment de responsabilisation et de danger.

Contrairement aux craintes, la traversée des frontières n'a pas été tant perturbée par la police et la marche de protestation n'a connu qu'une présence policière plutôt mesurée. Manifestement, il s'agissait d'éviter des « images négatives » devant la presse invitée. Mais celles-ci devaient de toute manière se produire encore au Luxembourg et à Bruxelles.

Excursion à Schengen-Disneyland

La journée d'action à Schengen, Luxembourg, a été particulièrement impressionnante en ce lieu situé au bord de la Moselle, c'est-à-dire à la frontière avec l'Allemagne. Lieu de la signature du traité qui en porte le nom, cette petite localité est devenue un Disneyland donnant une impression absurde : de nombreux monuments et un musée majestueux célèbrent le traité de Schengen en tant que réussite de l'histoire européenne, sans aucune critique exprimée. Rien de plus évident que d'y amener les réalités de la migration, au moins pour une journée. La Moselle, sur laquelle les traités avaient été signés dans un bateau de promenade, a été traversée par les activistes en

« Je souhaiterais qu'ils nous perçoivent comme ils perçoivent les autres personnes. Nous aussi, nous sommes des personnes comme toutes les autres qu'ils voient. Nous voulons être respectés comme ils se respectent les uns les autres. Nous avons besoin des mêmes droits que les autres ou que leurs voisins. Et ils ne nous appellent pas par notre nom, mais parlent de nous en tant que « réfugiés ». Nous ne pouvions rien faire dans ce pays – dans le pays où nous vivons. Nous sommes des personnes comme eux. Aucun réfugié n'est coupable d'avoir dû venir. Nous sommes venus ici parce que nous avons des difficultés. En l'absence de difficultés, vous ne verriez pas de réfugiés dans les pays européens. Par conséquent, nous avons besoin de respect, de droits, et de tout ce qui est important pour être comme une personne. »

– Hassan

« Nous revendiquons auprès des pays européens et de l'UE en général. Assez, c'est assez ! Il est temps de comprendre que des droits doivent nous être accordés. Vous savez de quels droits il s'agit : le droit à la liberté de mouvement. Nous devons nous sentir comme des personnes à part entière avec une liberté de mouvement. Stoppez Dublin, stoppez les déportations, stoppez l'isolement des personnes en les privant du droit d'étudier ou de travailler, le droit à la sphère privée, et stoppez la haine. Le changement viendra de toute façon. Laissez faire et n'essayez pas de le bloquer. Alors que nous marchons maintenant, c'est le premier pas pour revendiquer nos droits. Nous sommes ici et vous observons, à chaque instant, chaque jour, minute et seconde. »

– Napuli

*« Yaşasin özgürlük!
Es lebe die Freiheit!
Vive la liberté!
Long live Freedom! »*

– Ayhan

canots pneumatiques. La rivière a rincé des personnes (artificiellement) tout en sang à l'embarcadere du musée; les monuments ont été entourés de fil barbelé et des listes de personnes disparues dans la Méditerranée ont été collées sur les murs – une mise en scène impressionnante de la brutalité réelle de Frontex et du régime européen des frontières.

Répression au Luxembourg

Les activistes ont ensuite immédiatement été confrontés à cette même brutalité au Luxembourg. Le blocus pacifique du bâtiment où se

tenait alors une rencontre des ministres européens de l'intérieur au sujet de questions de politique migratoire a été dispersé de manière brutale par la police luxembourgeoise. De nombreux participant-e-s ont été blessé-e-s par du spray au poivre, des chiens policiers et des coups; onze activistes ont même été provisoirement arrêtés. Tous les intéressé-e-s ont toutefois pu poursuivre la marche.

La semaine d'action à Bruxelles

Après cinq semaines, la marche pour la liberté a atteint Bruxelles, cœur de la bureaucratie de l'UE. Le camp de protestation s'est installé dans un parc derrière la gare du nord et s'est élargi pour compter près de 400 participant-e-s. De nombreux collectifs se sont ralliés à la protestation seulement pour cette semaine d'action qui a connu des manifestations plus ou moins grandes, des actions décentralisées et des ateliers.

Cependant, Bruxelles représentait un espace restreint où se concentraient les diverses réalités de la migration en Europe : les bâtiments de verre de la technocratie bruxelloise de l'UE entourés de zones de sécurité; l'autorité migratoire près du camp de protestation, d'où sont emmenées quotidiennement dans des minibus des personnes vers un lieu de détention en vue du refoulement (quelques-uns de ces transports ont pu être bloqués par les activistes); les origines et perspectives différentes des divers participant-e-s qui rendaient nécessaire un travail de traduction (pas toujours au point); et la menace d'évacuation de l'école occupée par des réfugié-e-s qui, à la fin de la semaine d'action, a une fois encore rappelé les formes violentes de la politique migratoire européenne pour être au centre des événements de Bruxelles.

Il serait problématique de vouloir dresser ici une appréciation politique de la marche pour la liberté. C'est pourquoi, je termine par trois citations de participant-e-s. Bien d'autres se trouvent sur le blog de la marche de protestation (voir encadré).

Veit Schwab
(membre du réseau Kritische Migrations- und Grenzregimeforschung, www.kritnet.org)

Europe de gauche en bas (30)

MARCHE DE PROTESTATION POUR LA LIBERTÉ

En mai-juin 2014, la marche de protestation transnationale a conduit de Strasbourg à Bruxelles plus de 100 requérant-e-s d'asile, réfugié-e-s, sans-papiers et autres migrant-e-s de bien des pays européens et des sympathisant-e-s solidaires. A son arrivée, la marche a débouché sur un camp de protestation d'une semaine avec une participation de près de 400 personnes.

Partie de Kehl (Allemagne), la marche de 500 kilomètres, accomplie entièrement à pied, est passée par la France, l'Allemagne et le Luxembourg pour s'achever en Belgique, comprenant la traversée de quatre frontières. Des manifestations importantes ont eu lieu à Kehl, Strasbourg, Saarbrücken, Schengen, Luxembourg et Bruxelles. La préparation et la marche elle-même a regroupé des activistes basés en Allemagne, Angleterre, France, Italie, Tunisie et aux Pays-Bas – avec et sans statut.

La marche a débuté à la date exacte des élections au parlement européen au début mai et s'est terminée au cours de la semaine où a eu lieu la rencontre du Conseil européen, des chefs d'Etat et de gouvernement des Etats de l'UE à fin juin.

Les principales revendications de l'alliance de protestation sont les suivantes : liberté de mouvement et libre choix de leur domicile pour tous les requérant-e-s d'asile, cessation des cas Dublin et des hébergements forcés dans des camps en Europe, documents de séjour durables sans critères, cessation de la mise en détention et du renvoi de migrant-e-s, mêmes conditions de travail pour tous, mêmes droits politiques, sociaux et culturels pour tous, droit à la formation et au travail, cessation de la politique impérialiste de l'Europe, pas de traités de libre-échange ni de guerres de l'OTAN ainsi qu'abolition de Frontex, Eurosur et autres politiques et mesures défavorisant la migration.

Une documentation détaillée, avec photos, compte rendu et prises de positions impressionnantes de participant-e-s, se trouve sur le blog de la marche pour la liberté 2014 : freedomnotfrontex.noblogs.org

RÉVISION DE LA LOI SUR LA NATIONALITÉ

Suissitude et nationalisme

Avec la révision totale de la loi sur la nationalité, le parlement a durci à mi-juin la pratique suisse de naturalisation. La décision révèle des abîmes nationalistes.

A la fin, il ne restait aux Verts et au PS que la protestation. Une fois de plus. Le projet avait maintes fois circulé entre le Conseil national et le Conseil des Etats. Presque jusqu'à la fin, il semblait qu'il pourrait y avoir une « alliance contre nature » entre la gauche et l'UDC pour réduire à néant la révision. Cet espoir ne s'est toutefois pas concrétisé : lors de la conférence de conciliation, la décision a malgré tout été prise à nouveau selon le modèle habituel pour les questions relatives à la migration : les partis bourgeois du centre ont fait triompher l'UDC.

Pendant l'ensemble des débats, les partis du centre se sont montrés à nouveau volontiers prêts à faire un sale coup aux migrant-e-s des pays tiers qui leur sont si peu sympathiques : en fin de compte, la révision législative prévoit certes des obstacles plus élevés à l'obtention du passeport suisse pour tous les migrant-e-s mais elle le fait plus particulièrement pour les (anciens) réfugiés et les personnes admises provisoirement. Une autorisation d'établissement est désormais exigée à titre de condition pour la naturalisation tout comme une « intégration réussie ». Cette dernière n'est certes pas mesurable, mais à bien des endroits, les conventions d'intégration ou d'autres instruments sont utilisés à des fins de mesurabilité. Un point positif de la révision, c'est l'harmonisation des pratiques cantonales. Cette harmonisation pourrait signifier la fin des délais d'attente très souvent arbitraires dans les cantons.

Les vrais Suisses sont ceux qui sont nés suisses

Heureusement, les modifications matérielles entraînées par la révision ne placent pas directement des personnes dans la misère comme le font à chaque fois les nouveaux durcissements votés en matière d'asile. En matière de naturalisation, c'est plus le méta-niveau qui compte. A ce niveau, le parlement nous dit que l'obtention du passeport suisse est un privilège dont il faut se montrer digne. C'est pourquoi, les obstacles de procédure doivent être de plus en plus élevés et le délai

pour l'obtention de plus en plus long. Pourtant, l'obstacle vraiment insurmontable se trouve en premier dans le code des valeurs qui sert de base aux conditions techniques et qui propose la vraie définition de « être digne ». Ce code contient une combinaison diffuse de patriotisme exagéré, de nationalisme, d'une soi-disant spécificité unique et d'arrogance xénophobe. Il se base de manière inexprimée

« La suissitude favorise précisément l'idée que non seulement les produits suisses sont « meilleurs », mais aussi les Suisses eux-mêmes »

sur des « valeurs typiquement suisses », les idéalise et dénie de fait à vie aux candidats à la naturalisation la capacité de s'approprier ces valeurs et de devenir de « vrais » Suisses. Les expressions monstrueuses comme « Suisses sur papiers », « Suisses issus de la migration » ou encore la différence faite entre « Suisses et Confédérés » relèvent de cette indigne manière de penser. Si l'on traduit cela dans la réalité, ça ne veut rien dire d'autre que les Suisses nés suisses sont les seuls « vrais » – et encore, il faut qu'ils soient de parents « vraiment » suisses.

Suisse, cas particulier, et suissitude

Bien entendu, cette manière de penser est (ultra)nationaliste et nous vient aussi d'un parti ultranationaliste. Dans son papier de position sur la « Suisse, cas particulier », souflée de manière mythique, l'UDC formule en effet également le code des valeurs nationaliste qui contient les « valeurs typiquement suisses comme la fiabilité, la modestie, la ponctualité, l'économie et l'application, traditionnelles pour la personne des Suissesses et des Suisses. » La mise en avant excessive de ces valeurs ne se rencontre pas que dans l'UDC et dans son évocation du non sens historique du cas particulier de la Suisse, mais également dans une de ses implications plus moderne et nettement plus largement soutenue : la suissitude.

La suissitude s'est établie à la fin des années 1990 en tant que marque pour les produits d'exportation. Elle se servait alors de notions connotées de manière positive telles que « loyauté, précision, fiabilité, stabilité politique, naturel, exactitude et propreté ». La

croix suisse en tant que marque de fabrique suissitude est devenue (avec bien du succès) un symbole de bien-être, un emblème branché – et tout à coup omniprésent également à l'intérieur de la Suisse. Aujourd'hui, on passe sans arrêt devant des étalages de « viande suisse » à la Coop ou à la Migros. C'est le boom des produits suisses. Les labels tels que « de la région » deviennent de plus en plus demandés lors des achats au quotidien. De l'autre côté du débat sur l'obligation de déclarer l'origine des produits, la protection des consommateurs et l'empreinte écologique, on doit aussi parler, dans le contexte de la suissitude, du fait que 15 ans de suissitude nous ont induit à penser que les produits suisses sont en principe « meilleurs ». Et il semble presque impossible qu'une telle idéologie omniprésente de consommation ne s'élargisse pas également pour entrer dans le débat politique. Personne n'échappe à cette influence. La suissitude favorise précisément l'idée que non seulement les produits suisses sont « meilleurs », mais aussi les Suisses eux-mêmes.

C'est exactement cette pensée que nous avons retrouvée dans la révision de la loi sur la nationalité. De droite jusqu'à mi-gauche, elle a été soutenue avec une conscience nationale exagérée de sa propre valeur, en partie inconsciemment et en partie consciemment. L'arrière-pensée disait en continu : « en fait, nous sommes bien un peu mieux que tous les autres. » C'est bien cela qui fait peur avec cette nouvelle loi.

(Ca)

Préparation de l'occupation de l'EVAM, Lausanne, 11 juin 2014



DU DÉLIRE DE L'ENVAHISSEMENT PAR LES ÉTRANGERS AU DÉLIRE DE LA SURPOPULATION

Avant la votation Ecopop

Le 30 novembre, le peuple et les cantons sont à nouveau appelés à décider combien d'étrangers la Suisse peut supporter. En même temps, le combat relatif à la mise en œuvre de l'initiative de l'UDC contre l'immigration de masse vient de commencer.

« La Suisse doit nettement plus miser sur les autorisations de séjour de courte durée qui ne donnent pas droit à l'établissement, au regroupement familial ni aux prestations sociales. Les personnes qui travaillent dans les branches saisonnières rentrent chez elles dès qu'elles ont fini de fournir leurs prestations de services. » La déclaration faite par le président de l'UDC Toni Brunner le 9 février à la NZZ exprime clairement comment ce parti verrait au mieux les migrant-e-s : comme des bêtes de somme sans droits et sans prétentions qui disparaissent à nouveau lorsqu'elles ne sont plus utilisées.

La réintroduction du statut de saisonnier, aboli seulement en 2002, a certes été d'emblée refusée par le Conseil fédéral. Toutefois, la conception de mise en œuvre présentée en juin s'en tient strictement au nouvel article constitutionnel : tous les types d'autorisations – à l'exception de celles allant jusqu'à quatre mois pour les courts séjours – devront être contingentés. A la fin de l'année, le Conseil fédéral veut présenter un projet de loi. Il est cependant clair que le contingentement signifie la fin de la libre circulation et l'UE a refusé sans prendre de gants la nouvelle demande de négociation du Conseil fédéral.

Pendant ce temps, l'initiative acceptée de peu suscite des absurdités : les femmes, que l'UDC entend renvoyer à leurs fourneaux, devraient être davantage intégrées sur le marché du travail. Les réfugiés et les personnes admises provisoirement devraient remplacer les forces de travail de Pologne et du Portugal dans l'agriculture. Et les associations économiques manigancent avec l'UDC pour une mise en œuvre moins stricte de son initiative.

Une question de solidarité

Déjà la campagne référendaire pour l'initiative de l'UDC a été un triomphe de la xénophobie. Les migrant-e-s y sont apparus comme étant responsables de tous les maux de la société suisse – de la pression sur les salaires aux trains bondés en passant par la hausse des loyers. De bonne grâce, le débat public a porté sur le « stress lié à la densité ». L'initiative d'Ecopop s'approche maintenant



Solidarité sans frontières

DOSSIER 3 - 2014
SOLIDARITÉ SANS FRONTIÈRES

SEPTEMBRE 2014

UNE QUESTION DE SOLIDARITÉ



Manifestation pour les droits des migrant-e-s à Lausanne.

doucement : ses porte-parole renoncent à la mise en accusation habituelle des migrant-e-s. Ils prétendent simplement qu'il y en a trop et que les « bases naturelles de l'existence » sont en danger.

Contrairement à l'UDC, Ecopop ne veut pas de contingents flexibles qu'il faudrait adapter à chaque fois aux « intérêts de la Suisse dans un contexte économique ». L'initiative exige au contraire une limitation fixe : l'immigration ne devrait pas dépasser par année 0,2 pour cent de la population résidant de manière permanente. L'idée ressemble ainsi à celle des initiatives de l'Action nationale contre la surpopulation étrangère des années 1970 et 1980 ou de l'initiative rejetée en 2000 sur les 18 pour cent de l'actuel président du PLR Philipp Müller. Celui-ci fait maintenant partie des adversaires et l'appellation « racistes en Birkenstock » à l'endroit des initiant-e-s émane aussi des rangs de l'UDC.

Peu importe en réalité. Ce qui est bien plus important c'est que les réels adeptes de la libre circulation des personnes ne commettent pas la même erreur que dans la

campagne contre l'initiative de l'UDC : il n'en va (et n'en allait) pas seulement des pommes de l'arbre des accords bilatéraux et des relations avec l'UE. Il en va surtout de la solidarité avec les migrant-e-s et de la résistance contre le délire de l'envahissement par les étrangers – que ce délire soit le fait de conservateurs nationalistes ou de slogans apparemment écologiques.

(Bu)

Dossier du
Bulletin 3 - 2014Solidarité sans frontières
Schwanengasse 9
3011 Berne
www.sosf.chsekretariat@sosf.ch
Tél. 031 311 07 70
Fax 031 312 40 45

PC 30-13574-6

SOUS LE STATUT DE SAISONNIERS ENFANTS INTERDITS

Le livre de Marina Frigerio sur les enfants des saisonniers évoque la vie des travailleuses et travailleurs italiens dans les années 1970, à l'époque des initiatives Schwarzenbach. Quarante ans plus tard, nous vivons à nouveau une ambiance de haine de l'étranger. Le 9 février 2014, l'initiative de l'UDC contre l'immigration de masse a été acceptée. Dans les discussions en vue de la mise en œuvre concrète de cette initiative, les initiant-e-s méditent dans les médias sur une restauration du statut de saisonnier: à l'avenir, la Suisse devrait le plus possible délivrer des permis de séjour de courte durée sans droit au regroupement familial.

Les conséquences d'une telle politique sont présentées avec une clarté terrifiante dans le livre de Marina Frigerio. Dans le premier chapitre, l'auteure montre les effets de l'introduction du statut de saisonnier. Les forces de travail italiennes sont venues en Suisse dans les années d'après la Seconde Guerre mondiale, mais devaient laisser leur famille en Italie. Unique solution: ils les amenaient ici de manière illégale et les cachaient. Les enfants cachés à cette époque racontent eux-mêmes dans les chapitres suivants ce que signifiait une telle vie. Marina Frigerio en a rencontré un grand nombre et en a retranscrit l'histoire. Le résultat est terrifiant. Après la lecture du livre, une chose est claire: la seule évocation d'une réintroduction d'un statut de saisonnier doit être combattue avec véhémence.

«C'est suffoquant et lugubre dans le petit espace d'à peine vingt mètres carrés où les volets restent clos toute la journée. Personne ne doit savoir ce qui se passe ici. Un des deux garçons rampe immédiatement sous la table à la vue d'un étranger. L'autre se met à pleurer et, pour le calmer, la mère lui met la main devant la bouche. Seulement ne pas faire de bruit, ne pas être entendu... Depuis trois ans, ils vivent cachés, seuls avec la peur d'être découverts.»

(Wi)

Frigerio, Marina: **Verbotene Kinder. Die Kinder der italienischen Saisonniers erzählen von Trennung und Illegalität**, Zurich 2014 (Rotpunktverlag), 184 p., 29 Fr.

CHAUVINISME DE PROSPÉRITÉ ET NATIONALISME ENJOLIVÉ D'ÉCOLOGIE

Non à ECOPOP

Ecopop remplace la transformation écologique de la Suisse par la lutte contre l'immigration.

Pas de slogan ouvertement nationaliste, pas de drapeau suisse, pas de propos haineux contre les requérants d'asile ou les «étrangers criminels» – rien de ce qui alimente les thèses de l'UDC sur ses affiches et dans ses pamphlets ne figure dans le site d'Ecopop. L'association se donne l'image d'une «organisation de protection de l'environnement» ouverte à tous les partis et dont le but est de «sauvegarder les bases et la qualité de la vie en Suisse et dans le monde également pour les générations à venir» et qui se distancie «clairement de toute idée xénophobe et raciste». On a réduit l'exposé de son histoire: dans la chronologie de l'association, tous les possibles représentant-e-s d'Ecopop sortent de nulle part depuis les années 1970, sauf son vice-président de longue date Valentin Oehen, un disciple de James Schwarzenbach, qui a été conseiller national de l'Action nationale (AN) de 1971 à 1982. Toutefois, Ecopop affirme déjà en 1985 qu'elle a refusé l'initiative de l'AN «pour limiter l'immigration»: «Ecopop lutte contre la surpopulation mais pas contre l'envahissement de la Suisse par les étrangers». Elle a toujours été une association attachée aux personnes et à l'environnement, dit-elle dans son message. Elle répond par des plaintes pénales aux accusations d'«écofascisme» ou de «racisme en Birkenstock».

Ecopop insiste sur la scientificité de ses positions. Oublions donc un instant qu'Ecopop a un peu arrangé son histoire et son contexte idéologique et abordons l'argumentation «objective» de ses membres qui l'ont longuement exposée sur leur site (qui n'existe qu'en allemand)*.

Famille Mustermann

La croissance de la population menacerait les bases écologiques, selon le credo d'Ecopop. Dans les pays du tiers monde, les

«empreintes écologiques» que les individus laissent seraient certes très petites. Toutefois, la population augmente énormément et la biocapacité, capacité «d'un écosystème de produire des matériaux biologiques utiles et d'absorber les déchets générés par les êtres humains», serait tout à fait moindre. En outre, dans des pays comme l'Inde et la Chine, le niveau de vie augmenterait tout comme la consommation et en conséquence l'«empreinte écologique».

La population de la Suisse vivrait également au-dessus de ses moyens. Ecopop entend le démontrer par un exemple éloquent: «une famille de trois personnes vivant en Suisse dans un appartement loué de 110 m² dans un petit locatif datant de 2009 et se chauffant aux pellets, qui n'a pas de voiture et utilise les transports publics pour aller au travail/à l'école, qui ne prend pas de vacances en dehors de Suisse, qui se

nourrit essentiellement de produits locaux et saisonniers, mange deux fois de la viande par semaine et qui fait attention de ne pas consommer beaucoup, n'utilise que de l'électricité écologique et n'a que des appareils A++ et qui n'a pas de congélateur, présente par personne une empreinte écologique de 1,7 hectare global (gHa).» Toutefois, la biocapacité de la Suisse ne s'élèverait actuellement plus qu'à 1,2 gHa et irait en diminuant. Or, la famille de notre exemple ne pourrait guère réduire son empreinte écologique. On pourrait tout au plus réduire «la surface à chauffer mais, avec ses 110 m², elle est déjà relativement petite pour un ménage de trois personnes. Même si tout le monde voulait se comporter comme cette famille, la biocapacité ne suffirait pas. Et encore moins s'il y a plus de personnes.» Et le risque qu'il y ait «encore plus de personnes» qui laissent leur empreinte écologique dans le paysage suisse, qui en consomment les ressources et qui

«On ne rencontre pas les mots égalité et solidarité chez Ecopop; la question de la répartition n'est pas posée – ni en lien avec la Suisse, ni globalement.»



Pour les droits des migrant-e-s

produisent des déchets provient moins du surplus de naissances que de l'immigration qui a très fortement augmenté depuis l'introduction de la libre circulation des personnes en 2002.

Pas bienvenus sur l'île

Arrêtons-nous un instant encore à cette famille «de bonne volonté» qui n'a ni voiture ni congélateur et dont la façon de vivre nous est présentée comme modèle par Ecopop: 110 m² de surface habitable – cela correspond en règle générale à cinq chambres avec cuisine et salle de bain. Pour un tel logement, il faut compter avec un loyer mensuel net de trois à quatre mille francs en milieu urbain suisse et selon le canton. Si l'on part encore de la règle que le loyer ne doit pas dépasser le tiers du revenu, notre famille doit réaliser un revenu net de 9000 à 12000 francs. Il s'agit donc d'une famille de la «classe moyenne supérieure» – qui a également des exigences correspondantes: en effet, qui d'autre en viendrait à l'idée de qualifier de «relativement modeste pour une famille de trois personnes» un appartement de cinq pièces? La famille Mustermann – on le sait aussi chez Ecopop – est une fiction, car seuls peu de gens de cette classe sociale renoncent vraiment à une voiture. En outre, le nombre d'appartements datant de 2009 est fort restreint et le nombre de personnes qui ne peuvent pas s'en offrir un est d'autant plus grand parce qu'elles ne font justement pas partie de la classe moyenne supérieure. Néanmoins: même la famille fictive ne réussit pas à réduire son empreinte écologique au niveau supportable pour la biocapacité en Suisse.

Les conséquences politiques que ces messieurs d'Ecopop tirent de leur exemple n'aboutissent toutefois pas à l'exigence de procéder le plus rapidement possible à une transformation écologique de l'économie et de la société. Le but de l'«organisation de protection de l'environnement» ne consiste pas non plus à ouvrir accès à toute personne à un mode de vie écologiquement supportable car cela nécessiterait une redistribution. Toutefois, on ne rencontre pas les mots égalité et solidarité chez Ecopop; la question de la répartition n'est pas posée – ni en lien avec la Suisse, ni globalement.

L'initiative d'Ecopop empoigne les problèmes de la protection de l'environnement comme s'il s'agissait de ceux de la croissance démographique et de la migration. Elle donne une fausse promesse: Nous pouvons garantir les bases existentielles et une qualité de vie en Suisse sans que les personnes qui y vivent doivent restreindre notablement leur bien-être, leur consommation d'énergie et leur production de déchets. Nous pouvons sauvegarder la nature et la beauté de nos paysages tout simplement en restant entre nous et en limitant l'accès à notre île à un nombre très restreint de personnes. Et, parce que nous sommes attachés à l'être humain, nous allons faire, avec notre aide au développement, quelque chose contre la pauvreté dans le tiers monde. Nous montrons aux pauvres comment devenir moins nombreux – par un «planning familial volontaire».

C'est ainsi tout simplement, sans aucune croix suisse, que fonctionne le nationalisme écologique. (Bu)

*<http://bit.ly/1qctOn8>

DAVANTAGE QU'UN ÉPAIS ARGUMENTAIRE CRITIQUE FONDAMENTALE D'ECOPOP & CO.

Balthasar Glättli et Pierre-Alain Niklaus s'en prennent au fait de mélanger l'écologie et la politique démographique. Ils montrent dans quelles traditions de pensée finalement misanthropes s'insèrent les écologistes axés sur la politique démographique.

Au 18^e siècle déjà, Thomas R. Malthus voyait l'humanité au bord de l'abîme – en raison de la multiplication incontrôlée des pauvres. Au début du 20^e siècle, des partisans de l'eugénisme et des critiques de l'immigration aux Etats-Unis et en Europe voyaient leurs sociétés se dégénérer et le spectre se nommait «race suicide». Dans les années 1970, le biologiste Paul Ehrlich a fait exploser la «bombe démographique». Un livre qui a exercé une influence marquante sur l'association Ecopop qui veut aujourd'hui réduire l'immigration en Suisse avec des arguments écologiques (de manière plus radicale encore que l'initiative populaire acceptée récemment en Suisse) et qui exige en même temps qu'une part fixe de l'aide au développement soit consacrée au planning familial.

Avec leur livre, Glättli et Niklaus ne veulent pas simplement présenter «un épais argumentaire contre l'initiative d'Ecopop». Ils entendent opposer aux «écologistes inquiétants» une approche de l'écologie qui place les êtres humains et leurs droits fondamentaux au centre des réalités. Le livre demande une justice dans la répartition et formule une critique de l'exploitation de la nature et de l'être humain. Il comprend entre autre aussi l'éclairage donné par l'ethnologue indienne Shalini Randeria sur les discussions démographiques européennes du point de vue du sud.

Balthasar Glättli et Pierre-Alain Niklaus: **Die unheimlichen Ökologen. Sind zuviele Menschen das Problem?** Avec des contributions de Marcel Hänggi, Annemarie Sancar, Leena Schmitter, Shalini Randeria, Peter Schneider, Geert van Dok, Zurich (Rotpunktverlag), août 2014, 176 p.

Vous pouvez commander ce livre directement à Sosf au prix normal de Fr. 25.–, ou au prix solidaire de 30.– ou 50.– (la moitié/deux tiers des recettes sera dédiée à la campagne).

Vous pouvez passer la commande par e-mail à sekretariat@sosf.ch, par téléphone ou par fax.

RUEDI WIDMER AIMERAIT DEVENIR LE THOMAS MINDER DE LA CORNE DE L'AFRIQUE

L'initiative éthiopienne

Pâques, la fête de l'amour et de la libido, de la fécondité et de la procréation, est fêtée dans toute la Suisse. Pour combien de temps encore ?

Depuis quelques mois en effet, l'instinct de reproduction soulève une vive controverse. Mettre des enfants au monde est considéré comme malvenu, à moins d'être Suisse ou étiqueté clairement évangélique. Dans le monde entier, la procréation serait responsable de la destruction de l'environnement. Voilà du moins ce que disent certains « archiververts » de Suisse, bien nourris et bien lotis, qui savent démontrer exactement, à l'aide de tableaux Excel, qui est responsable de la « surpopulation mondiale ».

Si on refuse l'initiative Ecopop, on va se retrouver avec une surpopulation massive, qu'ils disent, et finir serrés comme des sardines. Mais cette initiative ne se contente pas de barricader les frontières suisses, comme le voulait celle de l'UDC, c'est aussi les femmes qu'elle aimerait rendre « hermétiques » et tout d'abord celles du tiers monde. Il faudrait qu'elles cessent de mettre au monde une progéniture qui, plus tard, pourrait créer des problèmes à Egerkingen ou à Flaach. Voilà pourquoi la Suisse doit déboursier une partie notable du budget réservé à

l'aide au développement pour assurer la contraception dans le tiers monde. La politique de l'enfant unique en Afrique, voilà le rêve des nouveaux « écologistes ».

Ceux qui ne sont pas encore au monde n'ont pas besoin d'être protégés. La gauche qui, par antipapisme, a toujours été très libérale en matière de contrôle des naissances, se voit ainsi doublée loin sur sa gauche par les « éco-radicaux », lesquels vont même si loin qu'ils finissent par atterrir sur la voie de droite. Mais les Ecopops rationnels, qui s'appuient sur le Rapport du Club de Rome de 1972, ne veulent rien avoir à faire avec les associations de protection des (pré-)embryons humains de la droite évangélique. Les voilà pourtant sacrément embourbés dans une gadoue brunâtre aux relents de colonialisme.

Si l'initiative est acceptée, le peuple suisse va prescrire par les voies de la démocratie directe aux Ethiopiens, par exemple, combien d'enfants ils pourront encore avoir. Soulignons-le : ce n'est pas l'ONU, l'Unicef ou une autre organisation du même type qui va dire ça, ni même les Etats-Unis, capables, eux, de faire appliquer de telles décisions par la force ou à coups d'embargos économiques. Non, c'est bien la Suisse. Quel conseiller fédéral sera-t-il alors chargé d'imposer la volonté populaire helvétique à Addis Abeba ? Adrian Amstutz peut-être ?

Ainsi, ce n'est pas en Suisse que l'initiative Ecopop doit être combattue, mais à Addis Abeba. J'ai déjà parlé avec des politiciens de mon idée : que des personnalités politiques éthiopiennes, soutenues par un parti politique ou des citoyens suisses, lancent à Addis Abeba une initiative populaire conforme à la constitution, qui aboutirait à demander que la population éthiopienne puisse juger si les Suisses ont le droit de continuer à manger autant qu'à présent.

Supposons que l'initiative éthiopienne soit acceptée : 90% des magasins d'alimentation et des restaurants de Suisse devraient fermer leurs portes. Adieu saucisses, côtelettes, tourtes et petits fours ! Et puisque nous sommes éduqués à la démocratie directe et qu'en grande majorité nous acceptons les décisions populaires, nous ne nous mettrions pas à râler, non, nous entamerions un régime draconien afin d'appliquer chez nous la volonté populaire éthiopienne. Tout ça se passerait sans aucun problème, exactement comme la mise en œuvre des revendications d'Ecopop en Afrique.

Le temps presse pour récolter les signatures, d'autant qu'en Ethiopie, on parle quatre-vingts langues différentes.

Ruedi Widmer, dessinateur satirique à Winterthur.

(Ce texte est tout d'abord paru en allemand dans le N°16 de la WOZ daté du 17 avril 2014. Reproduit avec son aimable autorisation)

EN BREF

ATTENTE DE LA RÉPONSE DE L'ODM

Liberté pour O.

O. se trouvait en détention pour séjour illégal lorsque des activistes solidaires ont déposé pour lui, le 12 mai 2014, une demande de reconsidération auprès de l'office fédéral des migrations (ODM) – dans une enveloppe aux couleurs de l'arc-en-ciel. O. est homosexuel et vient du Nigeria. En 2010, il a reçu une décision de non-entrée en matière. L'ODM ne doutait pas de son orientation sexuelle mais a considéré l'histoire de sa persécution comme non crédible. D'une manière ou d'une autre, il pourrait, en cas de renvoi, « laisser s'épanouir discrètement » son orientation sexuelle au Nigeria. Une argumentation homophobe. La situation des homosexuels au Nigeria est devenue entre-temps encore plus menaçante : en janvier 2014, une loi a été édictée au sens de laquelle celui ou celle qui affiche « directement ou indirectement de manière publique sa relation d'amour avec une personne du même sexe » risque une peine allant jusqu'à dix ans de prison. Après le dépôt de la requête en reconsidération, les autorités ont décrété un sursis provisoire à l'exécution du renvoi de O. Ce dernier a quand même dû accomplir les trois mois de détention pour séjour illégal – en partie en isolement, ce qui l'a achevé physiquement et psychologiquement. Les autorités n'ont toutefois pas donné de motif pour l'isolement.

Au matin du 16 juin 2014, O. a enfin été libéré. On lui a remis le même jour un permis N. Lorsqu'il a voulu se rendre à vélo le lendemain soir à un repas avec des amis, la police bernoise l'a arrêté. Contrôle d'identité. Il a alors montré à la police son nouveau permis N. Rien à faire. La police l'a emmené et il a dû passer la nuit dans une cellule. Il aurait été attribué au canton de Fribourg mais séjournerait à Berne. Cette motivation n'est pas conforme au droit car un permis N donne le droit de se rendre dans d'autres cantons. La police lui a saisi son téléphone portable. Il n'a ainsi pu appeler ni ses amis ni son avocat.

L'histoire de O. révèle les logiques de la machinerie de l'asile : « laisser s'épanouir discrètement » sa propre orientation sexuelle est une argumentation homophobe, la détention en isolement pour séjour illégal est une tracasserie et l'arrestation d'un homme à la peau foncée avec un permis N à vélo est un acte raciste.

O. vit provisoirement de manière retirée. Malgré son permis N, il ne sort dans la rue qu'avec un sentiment de malaise. Il espère une réponse positive à sa demande d'asile.

(Wi)

Infos : www.libertyforo.tumblr.com

CONTRE LA VIOLENCE D'ÉTAT

Occupation du siège de l'EVAM

Au matin du 11 juin dernier, une quarantaine de personnes a pris possession du nouveau siège de l'Établissement vaudois d'accueil des migrants (EVAM), à Lausanne. Par cette occupation symbolique, le collectif du 11 juin a dénoncé la violence d'État exercée à l'égard des réfugié-e-s, en particulier des débouté-e-s de l'asile, parias parmi les parias.

Comment qualifier en effet autrement les pratiques de l'EVAM qui choquent nombre de professionnels de la santé et du social actifs sur le terrain ? Des personnes vulnérables sont entassées dans des abris de protection antiatomiques insalubres, au mépris des avis médicaux ; des requérants d'asile sont jetés à la rue en guise de punition ; des familles sont continuellement déplacées au mépris de la scolarité des enfants. L'hébergement est devenu un moyen de pression pour l'EVAM qui gère les personnes dont il a la charge comme un stock de marchandise,

«L'hébergement est devenu un moyen de pression pour l'EVAM qui gère les personnes dont il a la charge comme un stock de marchandise, qu'il déplace délibérément pour les empêcher de créer des liens sociaux et les pousser ainsi vers la clandestinité ou le départ de Suisse.»

qu'il déplace délibérément pour les empêcher de créer des liens sociaux et les pousser ainsi vers la clandestinité ou le départ de Suisse. Cette logique punitive frappe particulièrement durement des personnes qui ont des problèmes de santé, physique ou psychique, et dont la vie-même est ainsi mise en danger.

Ce qui devrait choquer est devenu courant et banal, pour preuve le manque de réactivité de la part des médias et de la classe politique face à ces dénonciations. La résistance doit donc venir de la société civile, et les 500 personnes qui ont manifesté dans les rues de Lausanne le même jour ont marqué leur refus d'assister passivement à la déshumanisation des personnes étrangères.

Il est urgent de se révolter contre ces pratiques violentes défendues au nom du système de l'aide d'urgence qu'il faut au plus vite abolir pour redonner à chacun-e le droit

de travailler et de se former. Nous réclamons un accueil respectueux de toutes et tous et le droit pour chacun-e de vivre dignement. Nous allons continuer à dénoncer les traitements que réserve l'EVAM et consorts aux migrant-e-s.

Tous les documents relatifs à l'occupation sont disponibles sur <http://appel11juin.blogspot.ch>

Le collectif du 11 juin

DU GURTEN À CALAIS

Tentes pour la liberté

Depuis près de deux décennies, des personnes voulant échapper au système de Dublin viennent à Calais, au nord de la France, pour tenter de se rendre en Grande Bretagne par la Manche ou par le tunnel. Après la fermeture du camp officiel de Sangatte il y a douze ans, les migrant-e-s et leurs sympathisant-e-s ont développé des structures minimales de survie qui ont été détruites en mai/juin 2014 par les autorités françaises. En 2014 seulement, au moins huit personnes sont mortes sur place en raison des conditions de vie misérables. Lorsque les intéressé-e-s ont protesté par des occupations et des grèves de la faim contre la destruction de leurs habitations de fortune, les autorités ont réagi avec brutalité : le 2 juillet, elles ont arrêté plus de 600 personnes et les ont renvoyées.

Sur ce, « Calais Migrant Solidarity » a non seulement organisé des manifestations mais a également appelé à récolter des tentes, des couvertures et autre matériel pour remplacer les « infrastructures » détruites et saisies. Sitôt dit, sitôt fait : le dimanche 20 juillet, le festival du Gurten prenait fin et le lundi matin, il restait dans le camping une soixantaine de tentes, une dizaine de matelas et une demi douzaine de sacs de couchage. Au cours des trois semaines suivantes, nous avons réuni encore du matériel à l'école autonome bernoise. Lorsque ce bulletin paraîtra, tout ce matériel sera arrivé à Calais – avec celui provenant des festivals en plein air de St Gall et Frauenfeld récupéré par le groupe lucernois Mondojo.

L'écho de l'action dans les médias a été étonnant : les articles au nombre étonnamment élevé nous ont permis de connaître les conséquences perverses de la politique migratoire européenne – spécialement à Calais –, comme rarement par le passé. Au bord de la Manche et dans la Manche et dans le tunnel en dessous, des personnes meurent parce qu'elles veulent quitter la zone Schengen conformément aux instructions des autorités. Rien de plus cynique.

Salvatore Pittà

Autres infos : <http://calaismigrantsolidarity.wordpress.com>



«Power to the people»

EN BREF



MANIF POUR LA JOURNÉE DES RÉFUGIÉS 2014

«Résistance au lieu de division»

«Résistance au lieu de division» – c'était un des slogans de la manifestation antiraciste à l'occasion de la journée des réfugiés de cette année. Près de 500 personnes sont descendues dans les rues de Berne, dont des membres de collectifs antiracistes et de diverses communautés de migrant-e-s venant de toute la Suisse qui étaient décidés, malgré les différences de leurs situations de vie et de leurs revendications, à intervenir ensemble et à lutter contre la politique migratoire européenne: plus de 100 Syrien-ne-s ont attiré l'attention sur leur situation dans les centres de réfugiés de Suisse: avec leur permis N, ils attendent parfois depuis des années une réponse des autorités alors que leur pays est frappé d'une guerre sans fin. Des Ethiopien-ne-s ont parlé de leurs conditions de détention dans les prisons éthiopiennes surpeuplées. Chacune d'entre elles est divisée en huit zones et la zone 8 est réservée aux activistes politiques. Il est pratiquement impossible d'en sortir. Toutefois, les demandes d'asile des Ethiopien-ne-s sont le plus souvent rejetées en Suisse. Les réfugiés doivent se débrouiller en tant qu'illégaux ou sont placés dans des abris d'urgence.

La manif se voulait également être une partie de la mobilisation transnationale. Ainsi certains discours se sont solidarisés notamment avec la «marche pour la liberté»

qui arrivait à ce moment là à Bruxelles (voir p. 2 et 3).

Cette manif avait de fort son côté collectif. On lisait sur le flyer: «Nous tous, nous nous opposons à la politique raciste en matière d'asile et d'étrangers. Nous portons notre résistance ensemble dans la rue!» Ce fut un succès et, face à tous les essais de classification et de division voulus par la politique migratoire européenne, ce n'est pas peu.

(Wi)

DEVANT LE TRIBUNAL CANTONAL

La survie brute

Dans le train en route pour les délibérations en vue du jugement, j'ai lu un article de journal sur les végétaliens. Une guerre de religion est née à propos de ce qu'on mange et cette guerre est axée sur ce qu'on ne mange pas. Les droits des animaux sont au centre du débat. Aux délibérations, auxquelles j'ai pu participer à la place d'un avocat, il était question du fait de ne pas manger: quel est le minimum de nourriture qui garantit la survie à une personne? Est-ce que les huit francs quotidiens de l'aide d'urgence suffisent? Les cinq juges, tous cinq expérimentés et bien posés dans la soixantaine, ont certes considéré ces huit francs comme maigres – l'un d'eux a même dit «scandaleusement peu» – mais comme justifiés pour des personnes renvoyées. Dans son recours, l'avocat avait présenté un calcul de l'hôpital cantonal aboutissant à un montant de Fr. 13.50 pour les besoins minimaux en nourriture. Toutefois, les cinq juges ont jugé trop opulent un menu avec un peu de poisson ou de viande. Pas en raison de leur amour

des animaux, mais parce qu'ils voulaient donner à l'étranger seulement la «survie brute». La survie brute dans la dignité humaine sans forcer l'étranger à mendier mais en le forçant à partir. Selon les juges à nouveau à l'unisson, l'étranger peut demander des prestations supplémentaires à des organisations d'aide. En tous les cas, le recourant ne parvient pas à prouver que les huit francs – le montant est bien entendu le même depuis une décennie et n'a jamais été adapté au renchérissement – ne suffisent pas à couvrir les besoins quotidiens. Quelle preuve serait suffisante?, me suis-je demandée. Devrions-nous surseoir à nos actes punissables de fournir des prestations complémentaires aux personnes à l'aide d'urgence (juridiquement: «faciliter le séjour illégal», art. 116 LEtr) pour apporter la preuve? Mais alors, la maladie due à une alimentation insuffisante serait-elle



IMPRESSUM

BULLETIN
SOLIDARITÉ SANS FRONTIÈRES

Paraît 4 fois par an

Tirage de cette édition :
2950 allemand / 600 français
Affirmés par la REMP/FRP :
2854 allemand / 550 français

Composition/Graphisme :
Simone Kaspar de Pont, Genève
Impression et expédition : Spescha Luzzi, Ilanz
Rédaction : Heiner Busch (Bu), Amanda Ioset (Io), Moreno Casasola (Ca), Maria Winker (Wi), Gisela Grimm
Traductions : Sylvie Colbois (médiatrice), Olivier von Allmen
Lectorat : Sosp
Photos : Bleiberecht Bern, Aurélie Schopfer

Délai rédactionnel pour le prochain numéro :
le 6 octobre 2014
Nous nous réservons le droit d'abrégier
le courrier des lecteurs

Cotisation 2014 abo inclus :
salariés 70.- / couples 100.- /
non-salariés 30.- / organisations 120.-
abonnement : individuel 30.- /
organisations 50.-

Editrice :
Solidarité sans frontières
Schwanengasse 9
3011 Berne
(regroupement CAS/MODS)
Tél. 031 311 07 70
Fax 031 312 40 45
sekretariat@sosf.ch
www.sosf.ch
CP 30-13574-6

EN BREF



vraiment une preuve suffisante? Pourquoi les juges sont-ils prêts à accepter que nous contrevenions à la disposition pénale de l'interdiction de faciliter le séjour des sans-papiers pour garantir une «survie brute»? Je n'avais pas le droit de poser ces questions. Aucun des cinq juges ne les a posées. Il y avait unanimité et le jugement a été rendu peu avant midi. Les honoraires de l'avocat ont encore été rapidement réduits et nous avons pris congé. Personne n'a souhaité «Bon appétit», quand même pas ça!

Anni Lanz

DÉTENTION ADMINISTRATIVE

Campagne
«Ma Genève»

Dans le cadre de la restructuration de l'asile menée par le Département fédéral de Justice et Police, il est notamment prévu d'augmenter le recours à la détention administrative pour les personnes dont la demande d'asile a été refusée. La Confédération a annoncé qu'elle participerait au financement de 500 à 700 nouvelles places cantonales de détention, tandis qu'elle prendra en charge la gestion de «centres fédéraux de départ».

Dans notre dernier numéro, nous vous informions de la future conversion de Genève en hub romand de détention administrative et d'expulsion. C'est en effet dans ce domaine de la politique d'asile que les autorités genevoises ont décidé de se spécialiser, en construisant à terme 168 nouvelles places de détention administrative, et en accueillant un «centre fédéral de départ» à partir duquel 260 personnes pourront être expulsées.

Face à ce projet répressif de grande envergure, des résistances voient le jour. La coordination genevoise contre l'exclusion et la xénophobie, Stopexclusion, a lancé en juin dernier une campagne intitulée «Ma Genève» contre la construction de nouveaux lieux de détention administrative. Au coeur de la campagne, une pétition pour dire qu'«une immense prison pour des personnes qui n'ont fait que demander l'asile ou être dépourvues de titre de séjour n'a pas sa place à Genève».

Participez à la campagne! Signez la pétition sur: www.mageneve.ch/

(Io)

KIOSQUE

GUIDES DES POSSIBILITÉS DE RESTER
POUR BÂLE ET ZÜRICHGuides touristiques
d'un autre type

«Antirassistisches Handbuch für einen Zugang zum Stadtraum unabhängig vom Einkommen und Aufenthaltsstatus» (= Manuel antiraciste pour accéder à la ville indépendamment du revenu et du statut de séjour), c'est le long titre donné au «guide des possibilités de rester» édité par le collectif bâlois du droit de rester. Ce titre propose tout un programme: sous 17 rubriques, la brochure fournit des adresses utiles (avec offres, heures d'ouverture, etc.) et des conseils pas pour toutes les situations mais pour beaucoup d'entre elles, de A à Z, comme sur le travail, la formation, le manger, les rapports hommes/femmes, les endroits où trouver de l'aide ou des conseils, la communication par Internet et le logement. Toutes les infos sont données en allemand, français, espagnol et anglais et les titres des rubriques également dans d'autres langues. Le guide est destiné non seulement aux sans-papiers et aux immigrant-e-s mais à toute personne contrainte de vivre dans des conditions précaires. Dans ce sens, le guide est également un élément de critique pratique des situations existantes qui divisent, fragmentent et isolent les personnes selon leur revenu et leur statut de séjour, de la réception suisse du régime migratoire européen et de la logique capitaliste de valorisation.

Le guide bâlois est gratuit: c'est une brochure imprimée (120 pages) qui peut être obtenue à divers endroits de la ville: au centre d'accueil pour les sans-papiers, à Planet 13, à l'IGA (syndicat interprofessionnel des travailleurs), au bblackbox et à la cuisine des rues, à Pierre Noir, dans certaines paroisses et lieux de rencontre de quartier, etc.

On peut le télécharger en pdf sur <http://bleibeguide.noblogs.org/>.

Le projet peut être soutenu par un don sur le CCP 60-515139-7 de «Bleiberecht für alle Basel».

En 2010 déjà, le groupe Atelier de l'école autonome a réalisé un guide semblable pour la ville de Zurich, que l'on peut acquérir pour Fr. 25.- on line sous <http://bit.ly/1yF5Rtc>. Le prix finance la remise gratuite du guide aux sans-papiers.

(Bu)

DÉTENTION EN VUE DU REFOULEMENT
EN ALLEMAGNEDétention sans
infraction

Avec l'Union humaniste, les Conseils aux réfugiés du Brandebourg et du Schleswig-Holstein ont présenté un livre sur les bases juridiques de l'UE et de l'Allemagne et sur les conditions effectives de la détention en vue du refolement en Allemagne. Le contexte de la publication a été que, depuis 2011, dans divers Länder, des gouvernements roses-verts ont pris le pouvoir avec la possibilité que la nouvelle majorité au Bundesrat, chambre des Länder, prenne l'initiative d'abolir ou d'au moins limiter la détention administrative. Au moment de la parution du livre à fin 2013, rien de sensible ne s'était toutefois passé sur le plan politique. Le peu de changements a résidé surtout dans une réaction à la jurisprudence du Tribunal constitutionnel fédéral. C'est pourquoi, à la fin du livre, Beate Selders, Andrea Dallek et Helga Lenz envisagent encore une fois de possibles nouveaux «pas vers l'abolition de la détention en vue du renvoi», presque un programme de travail pour les député-e-s engagé-e-s du Bundestag et des parlements locaux et pour les gouvernements des Länder qui avaient auparavant fait des promesses positives dans leurs accords de coalition.

Pour le public suisse, le livre est intéressant non seulement parce qu'il vaut toujours la peine de regarder au-delà de nos frontières, mais aussi parce qu'il contient des explications sur la directive relative au renvoi et une présentation du nouveau règlement Dublin, deux textes qui s'appliquent aussi en Suisse.

(Bu)

Flüchtlingsräte Brandenburg und Schleswig-Holstein, Humanistische Union (éd.): **Haft ohne Straftat. Fakten und Argumente gegen die Abschiebungshaft**, Berlin 2013, 220 pages; version imprimée à commander (contre frais de port) ou à télécharger sur <http://bit.ly/1pRctCA>.

ANNONCE

Wo
Drucksachen
entstehen.

SPESCHA
STAMPA.CUMPOSIZIUN LUZZI

Städtlistrasse 18
7130 Ilanz

+41 (81) 925 20 44
info@speluz.ch
www.speluz.ch

Ciao Moreno, à bientôt!

De l'été 2010 à l'été 2014, Moreno Casasola a été secrétaire général de Solidarité sans frontières.



Amanda Ioset, qui lui a succédé, est déjà entrée en fonction, son apéro d'adieux a eu lieu il y a un certain temps et la grande interview dans la WOZ a paru à mi-juillet. Lors de son dernier jour de travail, Moreno Casasola se sent un peu « bizarre »: « ces quatre années ont passé terriblement vite, plus vite que tout autre phase de ma vie. » Pas étonnant: il n'y a eu guère de moments calmes dans la politique migratoire et d'asile et les temps morts ne conviennent de toute façon pas à Moreno. Le Comité l'avait nommé en juin 2010, à la veille de la grande manif contre le racisme et l'exclusion – notamment en raison de son engagement dans divers groupes de base et de son talent notoire d'organisateur. Casasola a ensuite organisé des événements et des fêtes, de grandes manif et quantité de petites actions pleines de fantaisie. Il a planifié des récoltes de signatures et en a récolté lui-même imperturbablement. Il a négocié avec des parlementaires, est allé à des conférences de presse. Il s'est fait entendre dans le brouhaha des séances de l'alliance, a donné des renseignements aux gens des médias, a écrit des articles, a créé des affiches – parfois avec un hachoir, parfois avec un cervelas en tranches, parfois avec des figurines de playmobil... « J'avais le sentiment que je devais en faire plus partout. »

Qu'est-ce qui a donc changé en quatre ans? « Le débat public est devenu encore plus obstiné. Celui que ne lit que les journaux doit tenir ce pays pour épouvantable. On aimerait presque un moratoire des comptes rendus. » Seuls la WOZ et le Courrier ont encore une attitude positive à l'égard des migrants, dit Casasola, et se fâche que l'UDC engrange des articles sur des pages et des

pages avec la seule annonce de la prochaine initiative anti-asile.

Avec ses initiatives, le parti de Blocher a marqué la ligne dure, mais le « centre » a perdu toute confiance en soi et fait avec. La cheffe socialiste du DFJP et son chef de l'ODM Mario Gattiker ne changent en rien cette ambiance politique. « Entre Dubois-Reymond et Gattiker, il y a certes des mondes linguistiques: l'un faisait une task force pour les expulsions forcées vers le Nigeria et l'autre un partenariat migratoire. Ça sonne mieux. Mais où est la réelle différence? »

La droite a exploité la peur irrationnelle d'un déclin économique et cela, bien que la société suisse dans son ensemble aille en fait très bien. Cette peur explique le manque d'empathie pour les personnes qui vont vraiment mal – peu importe qu'il

s'agisse des junkies à la gare ou des réfugiés. « Ce qui est absurde à ce sujet, c'est que la perte d'empathie intervient sans qu'on ne voie jamais vraiment ces personnes. » C'est aussi ce qui dérange dans le projet Sommaruga en matière d'asile: « la cessation des rencontres; la perspective de protection des consommateurs; le citoyen peureux et inquiet doit être protégé contre les requérants d'asile. »

Par rapport à son expérience, le débat public est en contradiction avec la réelle image de l'être humain appartenant à la population suisse, estime Casasola. C'est pourquoi, le bon contrepoison contre les propos haineux serait de rencontrer les migrants. Encourager ces rencontres et donner des explications est par conséquent notre tâche la plus importante. « Celui qui parle ne serait-ce qu'une fois avec un requérant

d'asile débouté revoit tout à coup une personne au lieu d'un gros titre tapageur. »

Après son interview par la WOZ, des amis du PS lui auraient reproché de ne pas être prêt à des compromis. « Mais lorsqu'on adopte la perspective des personnes concernées, il n'y a précisément pas de compromis dans les questions de migration: comment seraient les compromis? Seulement un petit peu de renvois, un peu moins d'exclusion? Cela reste malgré tout injuste. Et quand il s'agit de justice, il n'y a pas de marge de manœuvre et donc pas de compromis. »

(Bu)

AGENDA

SOSF Forum

La troisième édition du Forum de Sosf aura lieu le 11 octobre prochain à Berne et se penchera sur le thème du nationalisme. Le programme et tous les détails seront disponibles sur: www.sosf.ch.

Rassemblement contre Ecopop

Dans le cadre de la campagne contre l'initiative d'Ecopop, le comité « Suisse solidaire – non à Ecopop » organise un grand rassemblement sur la Place fédérale le 1^{er} novembre. Plus d'infos: www.non-a-ecopop.ch.

«Quand il s'agit de justice, il n'y a pas de marge de manœuvre et donc pas de compromis.»